

EXTRA DU PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Département du HAUT-RHIN
Arrondissement d'ALTKIRCH
Nombre de membres élus : 59
Membres en fonction : 59

SEANCE du 13 février 2020 – 19h00

*Approbation règlement d'Assainissement Non Collectif (ANC)
Délibération n° C20200205*

Sous la présidence de Monsieur Pierre SCHMITT

Et sur invitation en date du 06 février 2020

Sont présents 35 membres titulaires
Sont absents 24 membres
- Dont suppléés : 03
- Dont représentés : 08

Votants : 46
- Dont « pour » : 44
- Dont « contre » : 0
Dont abstentions : 02

COMMUNE	NOM	Prénom	Qualité	Présent(e)	Suppléé(e)	Absent(e) Excusé(e)	Représenté(e)
ALTENACH	LAMERE	Jean-Luc	Titulaire/M	X			
BALLERSDORF	BOLORONUS	Bernard	Titulaire/M	X			
	BUEB	Jean	Titulaire/A	X			
BALSCHWILLER	SCHNOEBELEN	Jean-Marie	Titulaire/M			X	
	JACOBGERGER	Thierry	Titulaire/A	X			
BELLEMAGNY	BILGER Procuration	Christian	Titulaire/M	X			
BERNWILLER	SCHITTLY	Philippe	Titulaire/M			X	DITNER Mathieu
	DITNER Procuration	Mathieu	Titulaire/A	X			
	ROTH	Jean-Luc	Titulaire/A			X	
BRECHAUMONT	GUITTARD	Franck	Titulaire/M		X		
BRETEN	PFANTZER	Pascal	Titulaire/M	X			
BUETHWILLER	BRINGEL	Eric	Titulaire/M	X			
CHAVANNES-sur-l'ETANG	GASSMANN	Vincent	Titulaire/M			X	BOURQUARD Chantal
	BOURQUARD Procuration	Chantal	Titulaire/A	X			
	MUMBACH Procuration	Paul	Titulaire/M	X			
	STROH	Dominique	Titulaire/A			X	MUMBACH Paul
	GAUGLER	Yvan	Titulaire/A			X	
	LENA	Laurette	Titulaire/CM	X			
	DEMICHIEL	Hugues	Titulaire/A	X			
	HUG	Frédéric	Titulaire/CM			X	SCHMITT Pierre
DIEFMATTEN	BAUR	Roger	Titulaire/M	X			
EGLINGEN	SCHMITT Procuration	Pierre	Titulaire/M	X			
ELBACH	SCHACHERER	Emmanuel	Titulaire/M	X			
ETEIMBES	CONRAD	Yves	Titulaire/M			X	BILGER Christian
FALKWILLER	SCHNOEBELEN	Jean-Marc	Titulaire/M	X			
FRIESEN	GEIGER	Claude	Titulaire/M			X	
FULLEREN	CLORY	Patrick	Titulaire/M	X			
GILDWILLER	SCHNOEBELEN	Gabriel	Titulaire/M	X			
GOMMERSDORF	NASS Procuration	Denis	Titulaire/M	X			
GUEVENATTEN	SCHITTLY	Bernard	Titulaire/M	X			
HAGENBACH	BACH	Guy	Titulaire/M	X			
	ROCHEREAU	Philippe	Titulaire/A	X			
HECKEN	GENTZBITTEL	Claude	Titulaire/M	X			
HINDLINGEN	SAHM	Paul	Titulaire/M			X	NASS Denis
LARGITZEN	SCHLOESSLEN	Jean-Jacques	Titulaire/M			X	
MAGNY	MENETRE	Didier	Titulaire/M	X			
MANSBACH	DIETMANN	Daniel	Titulaire/M	X			
MERTZEN	WININGER	José	Titulaire/M	X			
MONTREUX-JEUNE	HERRGOTT	Michel	Titulaire/M			X	ULMANN Fabien
	TRABOLD	André	Titulaire/M	X			
MONTREUX-VIEUX	BARBIER	Françoise	Titulaire/A			X	
MOOSLARGUE	SOMMERHALTER	Pascal	Titulaire/M		X		
	FRISCH	Jean-Rodolphe	Titulaire/M			X	
PFETTERHOUSE	HEYER	Morand	Titulaire/A			X	
RETZWILLER	GISSINGER	François	Titulaire/A			X	
ROMAGNY	LEWEK	Denis	Titulaire/M	X			

SAINT-COSME	WIES	Joël	Titulaire/M		X		
SAINT-ULRICH	MURER	Jean-Paul	Titulaire/M	X			
SEPPOIS-le-BAS	BURGY	Claude	Titulaire/M			X	
	LEBUS	Marie-Paule	Titulaire/A			X	
	PONCET	Stéphane	Titulaire/CM			X	
SEPPOIS-le-HAUT	ULMANN <i>Procuration</i>	Fabien	Titulaire/M	X			
STERNENBERG	SUTTER <i>Procuration</i>	Bernard	Titulaire/M	X			
STRUETH	MATHIEU	Jean-Jacques	Titulaire/M	X			
TRAUBACH-le-BAS	BISCHOFF	Jean-Claude	Titulaire/M			X	SUTTER Bernard
TRAUBACH-le-HAUT	RINNER	Pierre	Titulaire/M	X			
UEBERSTRASS	LEY	Bernard	Titulaire/M	X			
VALDIEU-LUTRAN	LACHAUSSEE	Florent	Titulaire/M	X			
WOLFERSDORF	JUD	Claude	Titulaire/M			X	

DELIBERATION N° C20200205

Pôle EAU/ASSAINISSEMENT

ANC

APPROBATION REGLEMENT d'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

Le Président demande au Vice-Président en charge du Pôle Eau/Assainissement de présenter le projet, du nouveau règlement d'assainissement non collectif (RANC).

La Communauté de Communes Sud Alsace Largue est compétente en assainissement non-collectif et dispose d'un règlement d'ANC datant de l'ancienne communauté de communes de la Porte d'Alsace.

Compte-tenu des évolutions réglementaires et du retour d'expérience acquis sur le terrain par les élus des différentes communes engagées dans un programme de réhabilitation des assainissements non collectifs de leurs administrés, il est apparu nécessaire de réviser en profondeur l'ancien règlement.

Le Président expose au conseil communautaire l'importance du règlement d'un service d'assainissement non collectif qui précise les règles de fonctionnement du service, clarifie les relations entre le service et ses usagers et permet au maximum d'éviter les conflits et les contentieux.

Un groupe de travail a ainsi été constitué fin du second semestre 2019 ayant pour objet d'échanger sur le contenu du futur règlement d'assainissement non collectif applicable sur l'ensemble du territoire de la communauté de communes.

Ce groupe de travail est constitué d'élus représentatifs des 7 communes exclusivement en ANC, d'élus de la commission assainissement et d'agents du service assainissement qui se sont réunis à plusieurs reprises au cours de l'année 2019.

Par rapport au règlement existant, le nouveau règlement apporte des précisions sur les points suivants :

- ✓ les responsabilités et obligations de l'utilisateur et de la collectivité,
- ✓ les procédures de chaque contrôle suivant sa nature : objectifs, dossier à retirer, dépôt du dossier, examen du projet ou déroulement du contrôle, émission de l'avis, modalités de prises de rdv. Pour chaque étape, les délais sont précisés (prise de rendez-vous, transmission des avis etc...),
- ✓ la périodicité des contrôles et les pénalités financières applicables en cas de manquement de l'utilisateur.

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L2121-29, L2224-7 et suivants ;

Vu l'arrêté du 7 septembre 2009 fixant les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 ;

Vu l'arrêté du 27 avril 2012 relatif aux modalités de l'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif ;

Vu les statuts de la communauté de communes Sud Alsace Largue en date du 22 décembre 2017 ;

Considérant la nécessité de définir par un règlement du service les relations entre l'exploitant du service d'assainissement non collectif et ses usagers et de préciser les droits et obligations respectifs de chacun, il est demandé au conseil communautaire d'approuver le nouveau règlement d'assainissement non collectif, afin de le rendre opposable sur l'ensemble du périmètre d'intervention de la communauté de communes Sud Alsace Largue.

Vu l'avis favorable de la commission assainissement en date du 27 novembre 2019 ;

Vu l'avis favorable en séance du Bureau en date du 27 janvier 2020 ;

Le Conseil Communautaire, après délibération par 44 voix pour, 0 voix contre et 02 abstentions :

- **APPROUVE** et adopte le règlement d'assainissement non-collectif de la communauté de communes Sud Alsace Largue tel que présenté et annexé ;
- **DECIDE** que les règlements antérieurs et délibérations liées des ex-syndicats d'assainissement, communauté de communes de la Largue et communes ne sont plus effectifs à compter de la présente délibération ;
- **CHARGE** le Président ou son représentant de faire appliquer le présent règlement d'assainissement non-collectif sur l'ensemble du périmètre communautaire ;
- **AUTORISE** Président ou son représentant à signer tout acte et document nécessaire à son application.

Pour extrait certifié conforme
DANNEMARIE, le 14 février 2020
Le Président, Pierre SCHMITT

Ont signé au registre des délibérations les membres présents.
Acte rendu exécutoire le :





Communauté de communes Sud Alsace Largue
7 rue de Bâle
68210 DANNEMARIE

Article 15. Principe applicables aux redevances d'anc	18
Article 16. Types de redevances, et personnes redevables	18
1. Contrôle des installations neuves ou à réhabiliter	18
Le redevable des redevances 1, 2 et 3 est le maître d'ouvrage de l'installation d'assainissement non collectif à construire ou à réhabiliter, qui demande au SPANC le contrôle. Ces redevances seront exigibles après l'exécution de chacune des prestations. Toutefois, le contrôle peut être facturé à un mandataire du propriétaire si la demande en a été faite auprès du SPANC.	Erreur ! Signet non défini.
2. Contrôle des installations existantes	18
3. Contre-visite	18
4. Refus de contrôle	18
Article 17. Institution et montant des redevances d'ANC	18
Article 18. Informations des usagers sur le montant des redevances	19
Article 19. Recouvrement des redevances d'assainissement non collectif	19
1. Mentions obligatoires sur les factures	19
2. Difficultés de paiement	19
3. Traitement des retards de paiement	19
4. Décès du redevable	19
CHAPITRE V. Sanctions, Voies De Recours Et Dispositions Diverses Concernant La Mise En Œuvre Du Règlement	19
Article 20. Sanctions en cas d'absence d'installation d'assainissement non collectif, de dysfonctionnement grave de l'installation existante, ou de non-respect du délai de réhabilitation	19
1. Sanctions en cas d'absence d'installation d'assainissement non collectif, de dysfonctionnements graves de l'installation existante	19
2. Sanctions en cas de non-respect du délai de réhabilitation	20
Article 21. Sanctions pour obstacle à l'accomplissement des missions de contrôle	20
Article 22. Modalités de règlement des litiges	21
1. Modalités de règlement amiable	21
2. Voies de recours externe	21
Article 23. Modalités de communication du règlement	21
Article 24. Modification du règlement	21
Article 25. Date d'entrée en vigueur du règlement	21
Article 26. Exécution du règlement	21
ANNEXE 1 : Définitions	22
Annexe 2 : Dossier « contrôle de conception des installations neuves ou à réhabiliter »	24
Annexe 3 : Formulaire de contrôle diagnostique dans le cadre de vente immobilière	28
Annexe 4 : Références des textes législatifs et réglementaires	30



CHAPITRE I. Dispositions générales	7
Article 1. Objet du règlement	7
Article 2. Champ d'application territorial	7
Article 3. Définitions	7
Article 4. Obligations de traitement des eaux usées domestiques : respect de l'hygiène publique et de la protection de l'environnement	7
Article 5. Immeubles concernés par l'article 4	8
Article 6. Nature des effluents à ne pas rejeter dans les installations d'ANC	8
Article 7. Renseignements préalables à la conception, réalisation, modification ou remise en état d'une installation	8
Article 8. Conditions d'établissement d'une installation ANC	8
Article 9. Droit d'accès des agents du SPANC et avis préalable à la visite	8
Article 10. Règles de conception et d'implantation des dispositifs	9
CHAPITRE II. Responsabilités et obligations du SPANC	9
Article 11. Pour les installations neuves ou à réhabiliter	9
1. Contrôle de conception	9
2. Contrôle de bonne exécution	10
Article 12. Pour les installations d'ANC existantes	11
1. Diagnostic initial des installations existantes	11
2. Contrôle périodique de bon fonctionnement	13
3. Contrôle de l'entretien	14
4. Le contrôle annuel de la conformité des installations de capacités comprises entre 21 et 199 EH	14
5. Contrôle dans le cadre d'une vente immobilière	15
6. Contrôle d'urgence	15
CHAPITRE III. Responsabilités et obligations du propriétaire	16
Article 13. Pour les installations neuves ou à réhabiliter	16
1. Responsabilités et obligations du propriétaire qui a un projet de construction, réhabilitation ou modification importante d'une installation d'ANC - Contrôle de conception	16
2. Responsabilités et obligations du propriétaire qui exécute un projet - Contrôle de bonne exécution	16
Article 14. Pour les installations existantes	16
1. Responsabilités et obligations du propriétaire et/ou de l'occupant de l'immeuble	16
2. Responsabilités et obligations du vendeur dans le cadre de la vente d'un bien immobilier à usage d'habitation	17
3. Responsabilités et obligations de l'acquéreur dans le cadre de la vente d'un bien immobilier à usage d'habitation	17
4. Maintien en bon état et fonctionnements des ouvrages	17
5. Entretien et vidange des installations d'ANC	17
CHAPITRE IV. Redevances et paiements	18

CHAPITRE I. Dispositions générales

Article 1. Objet du règlement

Conformément à l'article L2224-12 du code général des collectivités territoriales (CGCT), le présent règlement de service précise les prestations assurées par le service public d'assainissement non collectif (SPANC) ainsi que les obligations respectives du SPANC, d'une part, et de ses usagers, d'autre part. Les usagers du SPANC sont définis à l'article 3. Ils sont soumis à l'ensemble de la réglementation en vigueur en matière d'assainissement non collectif, notamment les textes législatifs et réglementaires adoptés au niveau national ainsi que le règlement sanitaire départemental. Le présent règlement n'ajoute pas de contrainte technique supplémentaire par rapport à ces textes, mais il en précise les modalités de mise en œuvre sur son territoire d'application indiqué à l'article 2.

Article 2. Champ d'application territorial

Le présent règlement s'applique sur le territoire de la Communauté de Communes Sud Alsace Largue, auquel la mission de « contrôle des installations d'assainissement non collectif » a été transférée par ses communes membres. La Communauté de Communes Sud Alsace Largue est compétente en matière d'assainissement non collectif et sera désignée dans les articles suivants, par le terme générique de « Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC) ».

Les immeubles concernés sont ceux situés

- en zone d'assainissement non collectif (ANC) de la commune,
- en zone d'assainissement collectif de la commune
 - pour les immeubles non raccordés et non raccordables à un système de traitement collectif,
 - si l'assainissement collectif est opérationnel mais que l'immeuble bénéficie d'une prolongation de délai de raccordement, en application de l'article L 1331-1 du code de la santé publique et de l'arrêté interministériel du 19 juillet 1980 modifié.

Les immeubles concernés sont également ceux disposant d'installations « regroupées » ou « semi-collectives » dès lors qu'elles sont réalisées sur domaine privé et relèvent de la gestion de l'assainissement non collectif.

Article 3. Définitions

Certains termes spécifiques à l'assainissement non collectif sont expliqués et définis en annexe 1. Les dispositions de cette annexe font partie du présent règlement.

Article 4. Obligations de traitement des eaux usées domestiques : respect de l'hygiène publique et de la protection de l'environnement

Conformément à l'article L1331-1-1 du Code de la santé publique, le traitement par une installation d'assainissement non collectif des eaux usées des immeubles d'habitation, ainsi que des immeubles produisant des eaux usées de même nature que celles des immeubles d'habitation, est obligatoire dès lors que ces immeubles ne sont pas raccordés directement ou indirectement à un réseau public de collecte des eaux usées pour quelque cause que ce soit (absence de réseau public de collecte ou, lorsque le réseau existe, immeuble dispensé de l'obligation de raccordement ou non encore raccordé).

L'utilisation d'un dispositif de prétraitement (fosse toutes eaux ou fosse septique) n'est pas suffisante pour épurer les eaux usées.

Le rejet direct des eaux usées dans le milieu naturel, ou leur rejet en sortie de fosse toutes eaux ou de fosse septique, est interdit. Le rejet d'eaux usées, même traitées, est interdit dans un puits, puits perdu, puits désaffecté, cavité naturelle ou artificielle profonde. Le présent article s'applique même en l'absence de zonage d'assainissement.

Le non-respect du présent article par le propriétaire d'un immeuble, peut donner lieu aux mesures administratives et/ou aux sanctions pénales mentionnées au chapitre V.

L'article 4 ne s'applique

- ni aux immeubles abandonnés,
- ni aux immeubles qui, en application de la réglementation, doivent être démolis ou doivent cesser d'être utilisés,
- ni aux immeubles qui sont raccordés à une installation d'épuration industrielle ou agricole, sous réserve d'une convention entre la collectivité et le propriétaire.

En cas de réalisation ultérieure d'un réseau public d'assainissement des eaux usées, conformément à l'article L 1331-1 du Code de la Santé publique, le raccordement des immeubles, qui y ont accès est obligatoire dans un délai de deux ans à compter de la date de mise en service de l'égoût.

Ainsi lorsqu'un immeuble produisant des eaux usées domestiques ou assimilées domestiques est raccordable à un réseau public de collecte conçu pour de telles eaux, le propriétaire n'a pas le choix entre assainissement collectif et assainissement

Noté : après avoir été précédé d'un préavis de 15 jours, le titulaire du permis de stationnement peut, à sa demande, déplacer le rendez-vous initial ou le prolonger d'un jour.

Affiché le : [Date] [Heure]

Identifiant : [Identifiant]

ID : 068-200066033-20200213-C202002_5-DE

Noté : après avoir été précédé d'un préavis de 15 jours, le titulaire du permis de stationnement peut, à sa demande, déplacer le rendez-vous initial ou le prolonger d'un jour.

Affiché le : [Date] [Heure]

Identifiant : [Identifiant]

ID : 068-200066033-20200213-C202002_5-DE

Le contrôle de bonne exécution a pour objectif

- les immeubles n'ayant pas de propriétaire,
- les immeubles pour lesquels un permis de démolir a été accordé,
- les immeubles insalubres;

Envoyé en préfecture le 18/02/2020

Reçu en préfecture le 18/02/2020

Affiché le

Compte rendu de la réalisation de ces travaux, à compter de la date de la visite

Quel que soit la conclusion du rapport, la notification rend exigible le montant de la redevance pour le diagnostic d'assainissement

ID : 068-200066033-20200213-C202002_5-DE



- les im meubles ou locaux ne produisant pas d'eaux usées domestiques (piscine, hängar, stockage...)
- Ces éléments ainsi que l'absence d'un rejet d'eau usées doivent être constatés par une visite sur place, sans frais pour le propriétaire, s'il devait s'avérer que le contrôle n'est pas obligatoire.
- L'absence d'un raccordement au réseau d'eau potable communal (présence d'une source individuelle sur le terrain) ne dédouane pas de la réalisation du diagnostic. En effet, toute habitation (même en résidence secondaire) produisant des eaux usées (cuisine, salle de bain, WC, lave-linge...) doit faire l'objet d'un diagnostic.

1.2 Objectif

Le diagnostic a pour objectif de repérer les installations pouvant porter atteinte à la salubrité publique ou pouvant être à l'origine de pollution. Il s'agit, pour chaque installation, d'évaluer la conformité de l'installation au regard du contexte environnemental et sanitaire, en application des prescriptions réglementaires.

1.3 Notion de non-conformité

La non-conformité des installations est définie à partir de la grille d'évaluation nationale incluse dans l'annexe du 27 avril 2012. Toute installation jugée non-conforme est concernée, à l'issue du diagnostic, par une obligation de réhabilitation dans un délai donné et mentionné dans le rapport.

1.4 Modalités de prise de rendez-vous

Le SPANC adresse un courrier au propriétaire, l'informant de l'obligation de contrôle de sa filière d'assainissement non collectif par le SPANC, selon la réglementation en vigueur. Ce courrier comportera également toutes les informations relatives à la réalisation du contrôle, les points à respecter par le propriétaire pour assurer son bon déroulement ainsi que le montant de la redevance correspondante.

Le propriétaire doit en retour contacter le SPANC (par téléphone ou mail) pour définir une date de rendez-vous dans les horaires de fonctionnement du service. La date retenue pour le rendez-vous sera confirmée, par écrit, par le SPANC au propriétaire (par courrier ou mail).

En l'absence de prise de rendez-vous du propriétaire, le SPANC relance au maximum deux fois le propriétaire par courrier simple (délai de quinze jours minimum entre le premier courrier et les relances). A l'issue d'un délai minimum de quinze jours suite à la deuxième relance, le SPANC adresse au propriétaire un courrier en recommandé avec une date et une heure de rendez-vous imposées. Ce courrier en recommandé est adressé au moins sept jours ouvrés avant la date de la visite.

1.5 Déroulement

Le SPANC effectue ce contrôle par une visite sur place. Le contrôle consiste à

- Vérifier l'existence d'une installation,
- Vérifier le bon fonctionnement et l'entretien de l'installation,
- Evaluer les dangers pour la santé des personnes ou les risques avérés de pollution de l'environnement,
- Evaluer une éventuelle non-conformité de l'installation au regard de la réglementation en vigueur.

Les regards de visite des différents ouvrages doivent être accessibles et manipulables (ou ouvrables).

Le propriétaire doit présenter au SPANC, au moment du contrôle, tout élément probant permettant de vérifier l'existence d'une installation d'ANC. Toute ou partie d'installation inaccessible pour laquelle aucun élément probant n'a été fourni (permettant de vérifier son existence) sera considérée comme inexistante.

Dans le cas où l'installation serait inaccessible, et en l'absence de ces éléments probants (à l'approbation du SPANC), le propriétaire est tenu, à l'issue du contrôle, de procéder à la mise en place d'une installation d'ANC respectant les prescriptions réglementaires (cf. article 11).

Si le propriétaire soutient que son installation soit à nouveau contrôlée (après désengagement de regards par exemple), alors il devra en faire la demande au SPANC, et le nouveau contrôle lui sera facturé comme tel.

Dans le cas des installations d'assainissement non collectif avec rejet en milieu hydraulique superficiel, l'agent du SPANC procède à un examen visuel et olfactif de ce rejet. Si le résultat de cet examen paraît anormal par rapport au rejet d'une installation en bon état de fonctionnement et si l'installation se situe dans une zone sensible, le SPANC alerte le président de la Communauté de communes ainsi que le maire de la commune et les services de protection des cours d'eau, de la situation et du risque de pollution. Un contrôle de la qualité du rejet pourra également être réalisé, à la demande du SPANC, aux frais du propriétaire, les analyses étant réalisées par un organisme agréé. Le paiement intervient dans les conditions indiquées à l'article 19.

1.6 Compte-rendu

A l'issue du contrôle diagnostic initial, le SPANC notifie au propriétaire un rapport de visite dans lequel il consigne

- les points contrôlés au cours de la visite
- l'évaluation des dangers pour la santé, des risques avérés de pollution de l'environnement générés par l'installation
- l'évaluation de la conformité réglementaire de l'installation au regard de la grille d'évaluation nationale,
- si nécessaire, la liste des travaux obligatoires à réaliser, et/ou des recommandations pour améliorer le fonctionnement de l'installation,

Le compte-rendu est établi à l'issue du contrôle diagnostic initial, le SPANC notifie au propriétaire un rapport de visite dans lequel il consigne

Le compte-rendu est établi à l'issue du contrôle diagnostic initial, le SPANC notifie au propriétaire un rapport de visite dans lequel il consigne

Dépendant, entre deux visites sur site, le SPANC se réserve la possibilité

- d'envoyer des courriers d'information aux usagers sur les modalités d'entretien des ouvrages d'assainissement non collectif,
- de demander au propriétaire de fournir les documents attestant de la réalisation des opérations d'entretien et de vidanges, notamment en demandant une copie des bordereaux de suivi des matières de vidange, remis par le vidangeur agréé à l'issue de son intervention. Sans envoi de ces justificatifs dans le délai imparti, le SPANC alerte le président de la Communauté de communes, sans tenir compte de la périodicité fixée à l'article 12.2.2.

Dans le cas des installations d'assainissement non collectif qui ne fonctionnent pas de manière entièrement gravitaire, qui comportent des dispositifs d'épuration autres que le traitement par le sol, la vérification de l'état de fonctionnement effectuée lors du contrôle périodique consiste à examiner visuellement l'état général des ouvrages et des équipements et à s'assurer qu'ils sont en état de marche apparent. Cette vérification ne comprend pas les diagnostics des organes mécaniques, électriques, électroniques et pneumatiques. Les diagnostics correspondants, qui doivent être réalisés aux fréquences prescrites par l'installateur ou le constructeur pour éviter l'arrêt des installations d'assainissement non collectif en cas de panne, font partie des opérations d'entretien dont la responsabilité incombe au propriétaire.

2.5 Compte-rendu

Le compte-rendu établi à l'issue du contrôle périodique est identique à celui établi à l'issue des diagnostics. Il est adressé par courrier au propriétaire dans un délai de 25 jours à compter de la date de contrôle.

Quel que soit la conclusion du rapport, la notification du rapport de visite établi par le SPANC rend exigible le montant de la redevance pour le contrôle périodique de bon fonctionnement mentionnée à l'article 16.2. Le paiement intervient dans les conditions indiquées à l'article 19.

La contre-visite éventuelle fera l'objet d'un rapport de visite spécifique notifié par le SPANC au propriétaire qui contient obligatoirement la date de réalisation du contrôle. Cette notification rend exigible le montant de la redevance de contre-visite mentionnée à l'article 16. Le paiement intervient dans les conditions indiquées à l'article 19.

Après un contrôle périodique de bon fonctionnement mettant en évidence une absence ou un mauvais entretien de l'installation, la fréquence du contrôle de fonctionnement sera réduite à 1 an (cf. article 12.2.2).

2.6 Dispositions en cas de capacité comprise entre 21 EH et 199 EH

Les modalités du contrôle périodique de bon fonctionnement des dispositifs de capacité comprise entre 20EH et 199EH sont identiques à celles des installations d'ANC de capacité inférieure à 20EH.

3. Contrôle de l'entretien

Le SPANC vérifie la bonne réalisation des opérations d'entretien et de vidange par le propriétaire ou usager concerné sur la base

- des bordereaux de suivi des matières de vidange délivrés par les vidangeurs au moment de la prestation d'entretien,
- des documents attestant le bon entretien régulier de l'installation.

Les opérations d'entretien sont réalisées selon les prescriptions du constructeur.

Le SPANC vérifie ces documents

- au moment du contrôle sur site,
- entre deux visites sur site après transmission par le propriétaire des copies des documents.

Cas particulier des fosses d'accumulation (pour les installations existantes) : le propriétaire a l'obligation de transmettre au SPANC, tous les ans, la consommation d'eau potable et les bordereaux de vidange. Ce type d'installation pour les dispositifs d'ANC neufs n'est pas autorisé. Il est toléré pour les installations existantes.

4. Le contrôle annuel de la conformité des installations de capacités comprises entre 21 et 199 EH

4.1 Objectifs

Le contrôle annuel de la conformité concerne uniquement les dispositifs de capacité comprise entre 20EH et 199EH. Il s'agit d'un contrôle administratif basé sur l'analyse de documents. Il a pour but de vérifier la conformité d'un dispositif au titre de l'article du 21 juillet 2015.

4.2 Périodicité du contrôle

Il est effectué par le SPANC tous les ans avant le 1^{er} juin de chaque année, à partir de tous les éléments à disposition du SPANC.

4.3 Modalités d'organisation du contrôle

Le SPANC vérifie la bonne réalisation de l'exploitation de l'installation par le maître d'ouvrage sur la base

- de la section 3 du cahier de vie, qui porte sur le suivi de l'installation d'ANC et qui est remplie par le maître d'ouvrage au fur et à mesure,
- d'éventuels tests réalisés par le maître d'ouvrage en vue d'évaluer le fonctionnement de l'installation. Ces tests peuvent être réalisés à l'initiative du maître d'ouvrage ou imposés par le SPANC.

- le cas échéant, les données rendues.

Le compte-rendu est adressé par courrier au propriétaire dans un délai de 25 jours à compter de la date du contrôle.

Quel que soit la conclusion du rapport, la notification rend exigible le montant de la redevance pour le diagnostic d'assainissement mentionnée à l'article 16.2. Le paiement intervient dans les conditions indiquées à l'article 19.

La contre-visite éventuelle fera l'objet d'un rapport de visite spécifique notifié par le SPANC au propriétaire qui contient obligatoirement la date de réalisation du contrôle. Cette notification rend exigible le montant de la redevance de contre-visite mentionnée à l'article 16.3. Le paiement intervient dans les conditions indiquées à l'article 19.

1.7 Dispositions en cas de capacité comprise entre 21 EH et 199 EH

Les modalités du diagnostic initial des dispositifs de capacité comprise entre 20EH et 199EH sont identiques à celles des installations d'ANC de capacité inférieure à 20EH.

2. Contrôle périodique de bon fonctionnement

2.1 Champ d'application

Le contrôle périodique des installations d'ANC concerne tous les immeubles ayant été contrôlés par le SPANC lors de leur création, leur réhabilitation, ou lors d'un diagnostic de l'existant.

2.2 Périodicité du contrôle

Le contrôle périodique des installations d'assainissement non collectif est réalisé selon la fréquence suivante.

Conformité	Délai pour la prochaine vérification
Installation CONFORME	10 ans
Installation présentant des défauts d'entretien	Tous les ans jusqu'à ce que l'entretien soit effectué
Installation incomplète, significativement sous dimensionnée ou présentant des dysfonctionnements majeurs hors zone à enjeu sanitaire et hors zone à enjeu environnemental	5 ans
Installation non conforme présentant un danger pour la santé des personnes (défaut de sécurité sanitaire, défaut de structure ou de fermeture, implantation à moins de 35 m en amont hydraulique d'un puits privé déclaré) ou zone à enjeu sanitaire ou zone à enjeu environnemental	4 ans
Absence d'installation	1 an (délai pouvant être réduit ou cas par cas)
Absence de réhabilitation dans le délai imparti par la réglementation	Tous les ans jusqu'à réhabilitation de la filière
Absence ou mauvaise exploitation d'une installation dont la capacité est comprise entre 21EH et 199EH deux années consécutives	Tous les ans jusqu'à ce que l'entretien soit effectué
Refus de contrôle, quel que soit le contrôle	Tous les ans jusqu'à réalisation du contrôle
Installation inaccessible (ne permettant pas la réalisation du contrôle)	Tous les ans jusqu'à réalisation du contrôle

Pour l'application des périodes indiquées ci-dessus, l'intervalle entre deux contrôles est décompté à partir de la date du dernier contrôle effectué par le SPANC, qu'il s'agisse d'une vérification de l'exécution des travaux (dans le cas d'une installation neuve ou réhabilitée), du précédent contrôle périodique, d'un contrôle exceptionnel, ou d'un contrôle réalisé pour les besoins d'une vente de l'immeuble à usage d'habitation.

Les opérations d'entretien doivent être réalisées dans des fréquences plus importantes que le contrôle périodique de bon fonctionnement, le propriétaire conservera l'ensemble des justificatifs (facture de vidange, carnet d'entretien...) pour les présenter au SPANC lors du prochain contrôle.

2.3 Objectifs, modalités et délais de prise de rendez-vous

Le contrôle périodique est réalisé de la même manière qu'un diagnostic.

2.4 Déroulement

Le déroulement d'un contrôle périodique est identique à un diagnostic.

Le compte-rendu est établi à l'issue du contrôle diagnostic initial, le SPANC notifie au propriétaire un rapport de visite dans lequel il consigne

Le compte-rendu est établi à l'issue du contrôle diagnostic initial, le SPANC notifie au propriétaire un rapport de visite dans lequel il consigne

L'ensemble des documents doit être transmis par le maître d'ouvrage au SPANC par courrier chaque année avant le 31 décembre.

En l'absence de transmission des documents par le maître d'ouvrage, le SPANC relance une fois ce dernier par courrier simple puis une deuxième fois par courrier recommandé. Sans réponse du maître d'ouvrage, l'installation sera réputée non conforme.

4.4 Conformité du dispositif

A partir des éléments mis à sa disposition, le SPANC statue et informe le maître d'ouvrage de la situation de conformité ou non-conformité de l'installation d'ANC. Un compte-rendu est adressé par courrier au maître d'ouvrage au plus tard le 1^{er} juin de chaque année.

En cas de non-conformité, le maître d'ouvrage fait parvenir au SPANC l'ensemble des éléments correctifs qu'il entend mettre en œuvre pour remédier à cette situation dans les plus brefs délais.

Après deux contrôles annuels de la conformité mettant en évidence une absence ou une mauvaise exploitation de l'installation, la fréquence du contrôle de fonctionnement sera réduite à 1 an (cf. article 12.2.2). Lorsque le dernier contrôle de fonctionnement date de plus de 2 ans, le contrôle sera alors engagé l'année suivante.

5. Contrôle dans le cadre d'une vente immobilière

5.1 Rappel réglementaire

La réglementation prévoit que le compte-rendu de diagnostic à fournir pour la vente d'un immeuble doit être daté de moins de trois ans, ce délai courant à compter de la date de réalisation du contrôle.

Ainsi, tout immeuble n'ayant pas fait l'objet d'un diagnostic, ou tout immeuble dont le diagnostic date de plus de trois ans, doit faire l'objet d'un nouveau contrôle.

5.2 Modalités de prise de rendez-vous

La demande de diagnostic doit être faite auprès du SPANC par le vendeur ou par un représentant (notaire, agence immobilière, etc.) par le biais d'un formulaire de « Demande de diagnostic dans le cadre d'une vente immobilière ». Ce formulaire est tenu à disposition des personnes, qui font la demande dans les bureaux de la Communauté de communes et sur son site internet. Il peut également être adressé par mail ou par courrier sur demande. Il indique également la grille technique du SPANC en vigueur au moment des contrôles.

5.3 Déroulement

Si le SPANC possède un rapport de visite de moins de 3 ans, il transmet une copie de ce rapport au demandeur.

Toutefois, le SPANC peut procéder à son initiative à un nouveau contrôle, même si le dernier rapport de visite est encore en cours de validité, dès lors que le SPANC a connaissance de suspicions de dysfonctionnements de l'installation (constats, plaintes) de risques de pollution pour l'environnement et de risques pour la santé. Lorsque le contrôle décidé par le SPANC dans ces conditions révèle une absence de dysfonctionnement et de risque, il ne sera pas facturé. Dans le cas contraire, le contrôle sera facturé au propriétaire.

Si il n'existe pas de rapport de visite en cours de validité, le SPANC prend contact avec la propriétaire ou son représentant afin de fixer un rendez-vous pour la visite. La date retenue pour le rendez-vous sera confirmée, par écrit (mail ou courrier) par le SPANC au propriétaire.

Le diagnostic réalisé dans le cadre des ventes est identique au diagnostic initial dont le délai est donné à l'article 12.1.

5.4 Compte-rendu

Le rapport de contrôle est adressé au propriétaire dans un délai qui ne peut pas excéder 25 jours à compter de la réception du formulaire de demande de diagnostic.

Quel que soit la conclusion du rapport, la notification du rapport de visite établi par le SPANC rend exigible le montant de la redevance pour le diagnostic des installations existantes mentionnées à l'article 16.2. Le paiement intervient dans les conditions indiquées à l'article 19.

6. Contrôle d'urgence

Un contrôle exceptionnel peut être réalisé par le SPANC, avant la date normale du prochain contrôle périodique, dans les deux cas suivants :

- lorsque le SPANC reçoit des plaintes écrites pour nuisances causées par une installation,
- sur demande du Président de la Communauté de Communes ou du Maire au titre de leur pouvoir de police.

Si ce contrôle ne révèle ni défaut, ni risque pour l'environnement et la santé des personnes, il ne sera pas facturé au propriétaire. Dans le cas contraire, la notification du rapport de visite établi par le SPANC rend exigible le montant de la redevance pour le contrôle diagnostic des installations existantes mentionnées à l'article 16.2. Le paiement intervient dans les conditions indiquées à l'article 19.

CHAPITRE III. Responsabilités et obligations du propriétaire

Tout propriétaire d'un immeuble, existant ou à construire, non raccordé à un réseau public de collecte et de traitement des eaux usées, est tenu de l'équiper d'une installation d'ANC destinée à collecter et à traiter les eaux usées domestiques (à l'exclusion des eaux pluviales) et de la maintenir en bon état de fonctionnement dans le but de protéger la salubrité publique et la qualité du milieu naturel.

Le propriétaire d'un immeuble tenu d'être équipé d'une installation d'ANC qui ne respecte pas les obligations réglementaires applicables à ces installations (en matière de contrôle, de conception, de réalisation, d'implantation, d'entretien, de détartrage) est passible, le cas échéant, de mesures administratives et de sanctions mentionnées au chapitre 5 du présent règlement.

Article 13. Pour les installations neuves ou à réhabiliter

1 Responsabilités et obligations du propriétaire qui a un projet de construction, réhabilitation ou modification importante d'une installation d'ANC - Contrôle de conception

Tout propriétaire immobilier qui équipe, modifie ou réhabilite une installation d'assainissement non collectif est responsable de sa conception et de son implantation. Il en est de même s'il modifie de manière durable et significative, par exemple à la suite d'une augmentation du nombre de pièces principales ou d'un changement d'affectation de l'immeuble, les quantités d'eaux usées collectées et traitées par une installation d'assainissement non collectif existante.

Le propriétaire soumet au SPANC son projet d'assainissement non collectif conformément à l'article 10. Ce projet doit être en cohérence avec :

- les prescriptions techniques réglementaires en vigueur, variables en fonction des charges de pollution organique polluantes,
- les règles d'urbanisme nationales et locales,
- les réglementations spécifiques telles que les arrêtés préfectoraux définissant les mesures de protection des captages d'eau potable, zones inondables et zones humides,
- les zonages d'assainissement approuvés,
- le présent règlement de service.

Pour permettre l'examen de son projet, le propriétaire retire auprès du SPANC ou de la mairie le formulaire mentionné à l'article 11.12, puis il remet au SPANC, en 2 exemplaires, le dossier constitué des pièces mentionnées par celui-ci. Il appartient au propriétaire de compléter les documents demandés, en faisant obligatoirement appel et à ses frais, à un ou plusieurs prestataire(s) pour la réalisation de l'étude préalable à la mise en œuvre d'un assainissement non collectif. Le propriétaire peut également consulter en mairie ou dans les bureaux du SPANC les documents administratifs dont il aurait besoin (zonage d'assainissement, documents d'urbanisme, guides techniques, règlement de service du SPANC).

Le propriétaire ne doit pas commencer l'exécution des travaux avant d'avoir reçu un avis favorable du SPANC sur son projet d'ANC, dans les conditions prévues à l'article 11.15.

2 Responsabilités et obligations du propriétaire qui exécute un projet - Contrôle de bonne exécution

Le propriétaire, qui a obtenu un avis conforme du SPANC sur un projet d'assainissement non collectif reste responsable de la réalisation des travaux correspondants. S'il ne réalise pas lui-même ces travaux, il choisit librement l'organisme ou l'entreprise qui charge de les exécuter.

Le propriétaire doit informer le SPANC de l'état d'avancement des travaux minimum 7 jours ouvrés avant la date des travaux, afin que celui-ci puisse contrôler leur bonne exécution avant remblai, par une visite sur place effectuée dans les conditions prévues à l'article 9. Si les travaux ne sont pas achevés à la date de la visite du SPANC, le propriétaire doit en informer le SPANC pour éviter tout déplacement inutile.

Le propriétaire ne peut pas faire remblayer les dispositifs tant que le contrôle de bonne exécution n'a pas été réalisé, sauf autorisation exceptionnelle du SPANC. Si les installations ne sont pas visitées au moment de la visite du SPANC, le propriétaire doit les faire découvrir à ses frais. Le propriétaire doit tenir à la disposition du SPANC, tout document nécessaire ou utile à l'exercice des contrôles (factures, plans, ...).

Article 14. Pour les installations existantes

1 Responsabilités et obligations du propriétaire et/ou de l'occupant de l'immeuble

Il est interdit de verser dans une installation d'assainissement non collectif tout corps solide, liquide ou gazeux, pouvant présenter des risques pour la sécurité ou la santé des personnes, polluer le milieu naturel ou nuire à l'état ou au bon fonctionnement des dispositifs de prétraitement, traitement et infiltration. Seules les eaux usées domestiques ou assimilées, définies à l'article 3, sont admises dans ce type d'installation, à l'exclusion des fluides ou déchets mentionnés à l'article 6.

Les propriétaires et, le cas échéant, les locataires, en fonction des obligations mises à leur charge par le contrat de location, doivent prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir le bon fonctionnement, l'entretien, la vidange, l'accessibilité et la pérennité de l'installation d'assainissement non collectif conformément aux dispositions des articles 14.4 et 14.5.

CHAPITRE IV. Redevances et paiements

Article 15. Principe applicables aux redevances d'anc

En dehors d'éventuelles subventions qui peuvent lui être attribuées par l'Etat, l'agence de l'eau ou certains collectivités, le SPANC est financé uniquement par des redevances versées par ses usagers en contrepartie des prestations fournies (service public à caractère industriel et commercial). Les contrôles réalisés par le SPANC constituent des prestations qui permettent aux usagers mentionnés à l'article 3 d'être en conformité avec les dispositions législatives et réglementaires applicables en matière d'assainissement non collectif.

Les redevances d'assainissement non collectif doivent assurer l'équilibre du budget du SPANC. Elles sont exclusivement destinées à financer les charges de ce service.

Article 16. Types de redevances, et personnes redevables

Le SPANC perçoit les redevances suivantes auprès des redevables indiqués pour chaque redevance :

1 Contrôle des installations neuves ou à réhabiliter

- 1- Redevance du contrôle de conception
 - 2- Redevance du contrôle de bonne exécution
 - 3- Réexamen d'un dossier de conception
- Le redevable des redevances 1, 2 et 3 est le maître d'ouvrage de l'installation d'assainissement non collectif à construire ou à réhabiliter, qui demande au SPANC le contrôle. Ces redevances seront exigibles après l'exécution de chacune des prestations. Toutefois, le contrôle peut être facturé à un mandataire du propriétaire si la demande en a été faite auprès du SPANC.

2 Contrôle des installations existantes

- 1- Redevance pour le contrôle diagnostic initial
 - 2- Redevance pour le contrôle périodique de bon fonctionnement et de bon entretien
 - 3- Redevance de contrôle en vue de la vente d'un bien immobilier à usage d'habitation
 - 4- Redevance pour le contrôle d'urgence
- Le redevable des redevances 1, 2 et 3 est le propriétaire de l'immeuble. Dans le cas de la redevance 2, il s'agit du propriétaire vendeur comme l'indique l'article L271.4 du code de la construction et de l'habitation. Toutefois, le contrôle peut être facturé à un mandataire du propriétaire si la demande en a été faite auprès du SPANC.

3 Contrôle-visite

La redevance pour contrôle-visite s'applique dans les cas suivants :

- Vérification de l'exécution des travaux prescrits par le SPANC à la suite d'un contrôle,
- Vérification de l'exécution des opérations d'entretien prescrites par le SPANC à la suite d'un contrôle.

Le redevable de la redevance de contrôle-visite est le propriétaire de l'immeuble, ou le maître d'ouvrage de l'installation d'assainissement non collectif à construire ou à réhabiliter, qui demande au SPANC le contrôle. Toutefois, le contrôle peut être facturé à un mandataire du propriétaire si la demande en a été faite auprès du SPANC.

4 Refus de contrôle

La redevance pour refus de contrôle correspond à :

- Un déplacement du SPANC sans possibilité de réaliser le contrôle ou l'intervention prévue, par suite d'absence du propriétaire ou de son représentant à un rendez-vous fixé,
- Refus d'accès aux installations à contrôler quel qu'en soit le motif,
- Refus de rendez-vous quel qu'en soit le motif,
- Report abusif des rendez-vous fixés par le SPANC à compléter du 2nd report.

Article 17. Institution et montant des redevances d'ANC

Conformément à l'article L2224-12.2 du code général des collectivités territoriales, le tarif des redevances mentionnées à l'article 16 du présent règlement est fixé par toutes les délibérations du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Sud Ariège.

Toute modification des dispositions du présent règlement est soumise à un contrôle réalisé par le SPANC, qui est effectué par le projet dans les conditions de l'article 13.

Le propriétaire doit tenir à la disposition du SPANC tout document concernant directement ou indirectement le système d'assainissement non collectif (cf. article 11).

2 Responsabilités et obligations de l'acquéreur dans le cadre de la vente d'un bien immobilier à usage d'habitation

Si l'installation d'assainissement non collectif n'a jamais été contrôlée par le SPANC ou si le propriétaire ne possède pas de rapport de visite du SPANC encore en cours de validité, le propriétaire ou son mandataire devra prendre contact avec le SPANC afin de l'informer de la vente du bien et de la demande du rapport de visite qui doit être joint au dossier de diagnostic technique rendu obligatoire par le code de la construction et de l'habitation.

3 Responsabilités et obligations de l'acquéreur dans le cadre de la vente d'un bien immobilier à usage d'habitation

Lorsque le rapport de visite, qui fait partie du dossier de diagnostics techniques remis à l'acquéreur au moment de la vente d'un immeuble précise des travaux obligatoires à la charge de l'acquéreur, il appartient à l'acquéreur de prendre contact avec le SPANC afin, dans un premier temps, de prendre connaissance de la procédure, puis, dans un second temps, de soumettre au SPANC, le projet de réhabilitation dans l'année suivant la vente.

Le SPANC réalise une visite de contrôle après avoir été prévenu selon les modalités prévues à l'article 9, lorsque les travaux obligatoires ont été achevés (maximum 1 an après l'acte de vente). Cette réalisation ne peut donc avoir lieu qu'après un avis conforme du SPANC sur le projet d'assainissement non collectif présenté par l'acquéreur (cf. article 11).

4 Maintien en bon état et fonctionnements des ouvrages

Le propriétaire d'un immeuble équipé d'une installation d'ANC est responsable du fonctionnement des ouvrages. Il doit se référer aux prescriptions du constructeur.

A cet effet, seules les eaux usées domestiques définies à l'article 3 sont admises dans les ouvrages d'assainissement non collectif.

Le bon fonctionnement de l'installation impose également au propriétaire :

- de maintenir les ouvrages en dehors de toute zone de circulation ou de stationnement de véhicules, des zones de culture ou de stockage de charges lourdes (hors aménagements particuliers),
- d'éloigner tout arbre et plantation des ouvrages,
- de maintenir perméable à l'air et à l'eau la surface des dispositifs le nécessitant (notamment en s'abstenant de toute construction ou revêtement étanche au-dessus des ouvrages),
- de conserver en permanence une accessibilité totale à l'ensemble des ouvrages, en laissant accessibles la totalité des regards de visite, afin de pouvoir procéder au contrôle de l'entretien,
- d'assurer régulièrement les opérations d'entretien nécessaires.

5 Entretien et vidange des installations d'ANC

Les installations d'assainissement non collectif doivent être entretenues aussi souvent que nécessaire et vidangées régulièrement par des personnes agréées par le préfet, de manière à maintenir :

- leur bon fonctionnement et leur bon état,
- le bon écoulement et la bonne distribution des eaux
- l'accumulation normale des boues.

Notamment, la périodicité de vidange d'une fosse septique ou d'une fosse toutes eaux doit être adaptée à la hauteur de boues qui ne doit pas dépasser 50 % du volume utile.

Concernant les dispositifs agréés par les ministères chargés de l'écologie et de la santé, il convient de se référer aux notices des fabricants et aux guides d'utilisation accompagnant l'agrément de chaque dispositif, qui indiquent notamment les fréquences de vidange.

Le propriétaire ou l'occupant, selon les dispositions du contrat de location, choisit librement l'entreprise ou l'organisme agréé par le préfet qui effectuera la vidange des ouvrages. Il est appelé que le vidangeur est tenu de remettre au propriétaire des ouvrages, et le cas échéant à l'occupant de l'immeuble, un bordereau de suivi des matières de vidange comportant au minimum les indications réglementaires.

Le propriétaire devra être en mesure de fournir au SPANC, lors du contrôle ou sur demande entre deux contrôles, les documents attestant de la réalisation des opérations d'entretien et de vidange.

Article 18. Information des usagers sur le montant des redevances

Les tarifs des redevances mentionnés à l'article 16 du présent règlement sont communiqués à tout usager du SPANC qui en fait la demande. En outre, tout avis préalable de visite envoyé avant un contrôle mentionne le montant qui sera facturé par le SPANC au titre de ce contrôle.

Le tarif appliqué sera celui en vigueur à la date de réception par le SPANC du formulaire de demande de contrôle.

Article 19. Recouvrement des redevances d'assainissement non collectif

1. Mentions obligatoires sur les factures

Dans un premier temps, le SPANC transmet un bordereau au propriétaire avec le rapport du contrôle en question. Ce bordereau indique :

- l'objet de la redevance (ou des redevances) dont le paiement est demandé,
- le montant de chacune des redevances, correspondant au tarif en vigueur au moment de l'intervention du SPANC (prix unique et forfaitaire hors taxe),
- le montant de la TVA, le cas échéant (si le SPANC est assujéti à la TVA),
- le montant TTC,
- l'identification du SPANC, ses coordonnées (adresse, téléphone, télécopie) et ses jours et heures d'ouverture,
- le nom, prénom et qualité du redevable,

Dans un second temps, une facture est établie et envoyée au propriétaire par le Trésor Public. Toute facture (ou titre de recettes) relative aux redevances d'assainissement non collectif indique obligatoirement :

- le montant de chacune des redevances, correspondant au tarif en vigueur au moment de l'intervention du SPANC (prix unique et forfaitaire hors taxe),
- le montant de la TVA, le cas échéant (si le SPANC est assujéti à la TVA),
- le montant TTC,
- la date limite de paiement de la facture (ou du titre de recettes), ainsi que les conditions de son règlement,
- le nom, prénom et qualité du redevable,
- les coordonnées complètes du service de recouvrement.

2 Difficultés de paiement

Tout redevable rencontrant des difficultés pour payer le montant d'une facture, qui lui a été adressée par le Trésor Public doit en informer ce dernier avant la date limite de paiement indiquée sur la facture. Un échelonnement du paiement pourra être accordé.

Le redevable a également la possibilité de se manifester auprès du SPANC dès réception du rapport de contrôle avec le bordereau indiquant le tarif du contrôle.

3 Traitement des retards de paiement

En cas de retard de paiement, le taux réglementaire de majoration des montants de redevances concernés sera appliqué. En outre, toute procédure légale, en vue d'assurer le recouvrement de la facture, peut être engagée.

4 Dées de redevable

En cas de décès d'un redevable du montant d'une ou plusieurs redevances mentionnées à l'article 16, ces héritiers ou ayants-droit lui ont substitué pour le paiement.

CHAPITRE V. Sanctions, Voies De Recours Et Dispositions Diverses Concernant La Mise En Œuvre Du Règlement

Article 20. Sanctions en cas d'absence d'installation d'assainissement non collectif, de dysfonctionnement grave de l'installation existante, ou de non-respect du délai de réhabilitation

1 Sanctions en cas d'absence d'installation d'assainissement non collectif, de dysfonctionnement grave de l'installation existante

Conformément à l'article 4 du présent règlement, tout immeuble doit être équipé d'une installation d'assainissement non collectif conforme à la réglementation et maintenu en bon état de fonctionnement. L'absence d'installation d'assainissement non collectif ou le mauvais état de fonctionnement de celle dernière, expose le propriétaire de l'immeuble au paiement de la

Article 22. Modalités de règlement des litiges**Affiché le****1 Modalités de règlement amiable**

Pour toute réclamation concernant le règlement des litiges, les usagers peuvent adresser une demande écrite au Président de la Communauté de Communes ou au Maire de la commune concernée. Le Président ou le Maire, après avoir entendu les parties, peut proposer une solution amiable. Si la réclamation n'est pas réglée, le usager concerné peut adresser un recours auprès du Président de la Communauté de Communes ou du Maire de la commune concernée. Le recours est adressé au Président de la Communauté de Communes ou au Maire de la commune concernée dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision contestée. Le recours est tenu de produire une réponse écrite à toute réclamation ou demande de remboursement présentée dans des conditions, dans un délai maximal de deux mois.

2 Vies des recours externe

Les modes de règlement amiables des litiges susmentionnés sont facultatifs. L'usager peut donc à tout moment saisir les tribunaux compétents. Toute contestation portant sur l'organisation du service (délibérations, règlement de service, etc.) relève de la compétence exclusive du Tribunal administratif. Les litiges individuels entre propriétaires ou usagers concernés, et le SPANC relèvent de la compétence des tribunaux judiciaires.

Article 23. Modalités de communication du règlement

Le présent règlement est annexé au dossier relatif par le pétitionnaire ou son mandataire en application de l'article 11 1 2 en cas d'événement par le SPANC d'un projet d'installation d'ANC.

En outre le présent règlement est également tenu à la disposition des propriétaires et occupants des immeubles localisés sur le territoire indiqué à l'article 2, au service assainissement et sur le site internet de la communauté de communes.

Article 24. Modification du règlement

Des modifications au présent règlement peuvent être décidées par l'assemblée délibérante compétente et adoptées selon la même procédure que celle suivie par le règlement initial. Le règlement est mis à jour après chaque modification puis transmis aux usagers selon les modalités du précédent article.

Article 25. Date d'entrée en vigueur du règlement

Le présent règlement entre en vigueur à compter de sa date exécutoire suite à son approbation par l'organe délibérant. Tout règlement de service antérieur, concernant l'assainissement non collectif, est abrogé au même moment.

Article 26. Exécution du règlement

Le Président de la Communauté de Communes, les agents du service public d'assainissement non collectif et le trésorier, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent règlement.

pénalité dont le montant est équivalent au minimum à la redevance de contrôle (article L1331-8 du Code de la Santé Publique).

La pénalité financière applicable de plein droit par le SPANC peut être majorée jusqu'à 100 % du montant de la redevance de contrôle en question. Le taux de majoration est fixé par délibération du conseil communautaire.

Toute pollution de l'eau peut donner à l'encontre de son auteur des sanctions pouvant aller jusqu'à 75 000 € d'amende et 2 ans d'emprisonnement, conformément à l'article L216-6 ou L432-2 du Code de l'environnement.

2 Sanctions en cas de non-respect du délai de réhabilitation

En cas de non-respect du délai de réhabilitation, la procédure suivante sera lancée :

- **Première étape – AVERTISSEMENT** : conformément à l'article L 1331-1-1 du Code de la Santé Publique, le pétitionnaire doit justifier d'un assainissement non collectif en bon état de fonctionnement. Le Président avertit le propriétaire et le informe de ses obligations. L'avertissement sera adressé par courrier avec accusé de réception au propriétaire et copie au maire.
- **Seconde étape – MISE EN DEMEURE** : sans préjudice de l'article 2212-2 du Code Général des Collectivités Territoriales et conformément à l'article L 1331-1-1 du Code de la Santé Publique, le Président prend un arrêté de mise en demeure afin de prévenir les travaux de réhabilitation nécessaires. La mise en demeure sera dressée par courrier avec accusé de réception au propriétaire et copie au maire. La seconde étape est déclenchée dans les cas suivants :
 - Absence de réaction du propriétaire suite à l'avertissement dans un délai de 30 jours
 - Absence d'un dépôt du dossier de réhabilitation complet avec avis favorable du SPANC dans un délai de 60 jours après envoi de l'avertissement
 - Dossier de réhabilitation incomplet ou avis défavorable du SPANC
 - Dossier de réhabilitation complet et avis favorable du SPANC dans un délai de 60 jours après envoi de l'avertissement, mais absence de travaux de réhabilitation dans les 6 mois après envoi de l'avis favorable du SPANC pour la conduite de conception
- **Troisième étape – PROCES VERBAL** : Le Maire de la commune et/ou le Président de la communauté de communes relèvent l'infraction par un procès-verbal pour saisir le Procureur de la République qui décide des suites à donner. La troisième étape est déclenchée en l'absence de la réalisation des travaux prescrits dans le délai précisé dans l'arrêté de mise en demeure (étape 2). Le procès-verbal sera adressé par courrier avec accusé de réception au propriétaire.

Cet avertissement sera accompagné d'une pénalité appliquée annuellement jusqu'à ce que les travaux nécessaires aient été effectués par l'usager. La pénalité financière applicable de plein droit par le SPANC peut être majorée jusqu'à 100% du montant de la redevance de contrôle de bon fonctionnement. Le taux de majoration est fixé par délibération du conseil communautaire.

Afin de justifier le paiement de cette pénalité, une visite sur les lieux pour attester le non-respect des dispositions de l'article L 1331-1-1 du Code de la Santé Publique sera réalisée par le SPANC. Cette visite sur les lieux sera réalisée selon les dispositions prévues à l'article 9. En cas d'obstacle à l'accomplissement de la mission du SPANC, par défaut, le non-respect des dispositions de l'article L 1331-1-1 du Code de la Santé Publique sera acté. Cette pénalité est cumulée avec celle prévue à l'article 21 du présent règlement.

Article 21. Sanctions pour obstacle à l'accomplissement des missions de contrôle

En cas d'obstacle mis à l'accomplissement des missions de contrôle du SPANC, selon l'article L1331-8 du Code de la Santé Publique, le propriétaire est astéint au paiement d'une pénalité financière dont le montant peut être majoré jusqu'à 100% du montant de la redevance en question. Le taux de majoration est fixé par délibération du Conseil communautaire. On appelle obstacle à l'accomplissement des missions de contrôle, toute action du propriétaire ayant pour effet de s'opposer à la réalisation du contrôle du SPANC, en particulier :

- Un déplacement du SPANC sans possibilité de réaliser le contrôle ou l'intervention prévue, par suite d'absence non justifiée du représentant ou de non représentation à un rendez-vous fixé,
- Un refus d'accès aux installations à contrôler quel qu'en soit le motif,
- Un refus de rendez-vous quel qu'en soit le motif,
- Un report abusif des rendez-vous fixés par le SPANC à compter du 2^e report.

Conformément à l'article 14 1, il appartient au(x) propriétaire(s) de permettre au SPANC d'accéder aux installations dont il assure le contrôle. Tout obstacle à l'accomplissement des missions de contrôle du SPANC sera assimilé à un refus. Cette pénalité est cumulée avec celle prévue à l'article 20 du présent règlement.

ANNEXE 1 : Définitions

CCSA : Communauté de Communes Sud Alsace Larga, autorité compétente pour les contrôles en matière d'assainissement non collectif et désigné, dans le règlement par les termes génériques de Communauté de Communes et le Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC).

Assainissement non collectif ou assainissement individuel ou encore assainissement autonome : le présent règlement entend par « assainissement non collectif », c'est-à-dire le traitement et l'évacuation des eaux usées domestiques ou assainies des immeubles ou parties d'immeubles, non raccordés à un réseau public de collecte des eaux usées. Une installation d'ANC pourra, le cas échéant, recevoir les eaux usées domestiques de plusieurs immeubles.

Immeuble : dans le présent règlement, le mot immeuble est un terme générique qui désigne indifféremment toute construction utilisée pour l'habitation, qu'elle soit temporaire (mobilité, caravanes, ...) ou permanente (personne, immeuble collectif, ...). Il comprend les bureaux et les locaux affectés à d'autres usages que l'habitat (industriel, commercial et tertiaire) non soumis au régime des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), produisant des eaux usées domestiques ou assainies.

Eaux usées domestiques ou assainies : elles comprennent l'ensemble des eaux usées domestiques ou assainies, définies par l'article R 214-6 du Code de l'Environnement, produites dans un immeuble, dont notamment les eaux ménagères ou eaux grises (provenant des cuisines, salles d'eau, ...) et les eaux vannes ou eaux noires (provenant des WC).

Usager du SPANC : toute personne, physique ou morale, qui bénéficie d'une intervention du SPANC, est un usager du SPANC. Dans le cas général, les usagers du SPANC sont les propriétaires des immeubles équipés d'une installation d'assainissement non collectif, car l'obligation de maintien en bon état de fonctionnement et d'entretien des installations incombe à ces propriétaires en application des dispositions du Code de la Santé Publique relatives à l'assainissement non collectif (article L1331-1 notamment). Les occupants des immeubles équipés d'une installation d'assainissement non collectif sont aussi des usagers du SPANC lorsqu'ils demandent à celui-ci de réaliser des opérations d'entretien de l'installation ou de traitement des matières de vidange. Par ailleurs, le SPANC peut fournir des renseignements de nature technique, administrative ou juridique sur l'assainissement non collectif à des personnes qui ne font pas partie des propriétaires ou occupants mentionnés ci-dessus.

Fonctionnement par intermittence : fonctionnement d'une installation d'assainissement non collectif qui reçoit des effluents de manière discontinu, avec un ou plusieurs intervalles d'au moins une semaine sans arrivée d'effluents pour une durée totale d'au moins quatre mois par an. Typiquement, le fonctionnement par intermittence concerne les installations d'assainissement non collectif équipant les résidences secondaires et les résidences étiées qui ne sont occupées qu'une partie de l'année, mais d'autres cas peuvent également entrer dans cette catégorie.

Immeuble abandonné : est considéré comme « abandonné » tout immeuble d'habitation qui ne répond pas aux règles d'habitat fixées par le règlement sanitaire départemental, donc non entretenu, et qui est sans occupant à titre habituel.

Service public d'assainissement non collectif (SPANC) : service public organisé par une collectivité (commune, communauté de communes, ou communauté d'agglomération) dotée de la compétence d'assainissement non collectif et qui assure les missions définies par la loi : contrôle des installations d'assainissement non collectif et, le cas échéant, entretien, réalisation et/ou réhabilitation d'installations, et traitement des matières de vidange. Le SPANC a également pour rôle d'informer les usagers sur les réglementations en vigueur, sur les différents types d'assainissement non collectif réglementaires, ainsi que sur le fonctionnement et l'entretien des installations. Toutefois le SPANC ne réalise ni études particulières (étude de faisabilité), ni travaux pas de mission de maîtrise d'œuvre et il ne peut pas être chargé de choix de la forme (La mission d'information assurée par le SPANC concerne uniquement les décisions relatives à l'application de la réglementation et sur les risques et dangers que peuvent présenter les installations d'assainissement non collectif pour la collectivité et pour l'environnement, ainsi qu'en la fourniture de renseignements simples et de documents aux usagers).

Régime de contrôle : document établi par le SPANC à la suite d'une intervention de contrôle sur site permettant d'apprécier une installation d'assainissement non collectif d'un point de vue environnemental. Le contenu minimal du rapport de visite est défini par la réglementation. Dans le cas d'installations existantes, il énumère les observations relatives au SPANC ou cours de la visite ainsi que les conclusions résultant de ces observations, notamment en ce qui concerne l'évaluation des dangers pour la collectivité et les risques de pollution de l'environnement. Il peut également contenir une liste de travaux obligatoires le cas échéant par ordre de priorité et des recommandations s'adressant au propriétaire sur l'accès à l'entretien ou la mise à jour de modifications aux ouvrages ou parties d'ouvrages.

Dans le cas d'installations neuves ou réhabilitées, il énumère les observations formulées par le SPANC suite à la visite, sur le rapport des prescriptions techniques réglementaires, sur divers autres aspects de réalisation par rapport au projet, approuvé par le SPANC et sur d'éventuels dysfonctionnements constatés lors d'ingéniérie des risques environnementaux, des dangers sanitaires ou des nuisances pour le voisinage.

Dans tous les cas, le rapport de visite indique obligatoirement :

- la date de la visite correspondante, (il le nom, prénom et fonction de la personne ayant réalisé le contrôle) : ce point est à compléter jusqu'à une décision de la collectivité sur la responsabilité, quant à la technique de contrôle, mais l'usager responsable de la collectivité (personne physique) effectuée par le SPANC pour garantir la mise à jour de l'assainissement non collectif, cette date de visite correspond au point de départ de la durée de validité du rapport en cas de visite de l'immeuble ;
- la date prévisionnelle de la prochaine visite effectuée par le SPANC dans le cadre du contrôle périodique de l'installation : la fonction de la personne de contrôle visée par la collectivité, les conclusions du contrôle sur le contenu du rapport de l'installation. Procéder la date de validité du document ;
- les observations relatives par le SPANC lors de la visite du système d'assainissement et l'évaluation de l'installation au vu des dangers pour la collectivité et les risques de pollution environnementaux ;



DISPOSITIF D'ASSAINISSEMENT AUTONOME NEUF CONTRÔLE DE CONCEPTION - RÉALISATION

Objet de la demande

- ☐ Installation neuve
☐ Réhabilitation assainissement dans le cadre de la vente d'un bien immobilier
☐ Réhabilitation mise aux normes assainissement
☐ Autre :

Situation et particularités du bien immobilier

COMMUNE :
 Adresse :
 Complément d'adresse :
 Références cadastrales : Section (s) : N° de parcelle(s) :
 Type du bien : ☐ Habitation individuelle Nombre de chambres :
☐ Restaurant Nombre de pièces principales :
☐ Local industriel Type :
☐ Autre :

Propriétaire(s) et occupant(s)

Propriétaire de l'habitation
 Remarque : En cas de vente, le propriétaire de l'habitation correspond à l'acheteur du bien immobilier
 Nom, prénom, raison sociale :
 Adresse :
 Code Postal : Ville :
 Téléphone : Portable :
 Courriel : @

Procédure à suivre

La procédure de réalisation du nouveau dispositif d'assainissement autonome devra scrupuleusement respecter les étapes suivantes afin d'obtenir la délivrance du certificat de conformité final.

1. Envoi du présent document dûment complété et signé et des documents annexes à la communauté de communes au Service Assainissement : 18 Rue de Belfort 68 210 RETZVILLER
2. Réception, le cas échéant, de la liste des modifications à apporter à l'installation projetée pour assurer sa conformité aux normes en vigueur.
3. Contact des techniciens agréés pour la planification d'une visite afin de vérifier la conformité et la faisabilité du projet sur site.
4. Réception de l'avis de faisabilité et de conformité. Démarrage des travaux.
5. Contact des techniciens agréés pour la planification des visites de bonne exécution du dispositif (visite à prévoir obligatoirement avant remblaiement des éléments constituant la filière d'assainissement).
6. Délivrance du certificat de conformité suite aux visites ou le cas échéant, de la liste des modifications à apporter à l'installation réalisée pour assurer sa conformité aux normes en vigueur.

Notes :

Les techniciens agréés du Bureau d'études JDIBE de Besançon sont les seuls habilités à réaliser les contrôles.

Communauté de communes Sud Alsace Largue
 7 rue de Bâle 68210 Dommartail - 03 83 07 24 24 - FAX 03 83 07 29 40
 info@sudalsace-largue.fr - www.sudalsace-largue.fr
 SIRET 200 066 033 00016 - APE 0411Z

Bureau d'études JDIBE
 63 Rue de Dole - Immeuble « Le Major »
 25000 BESANCON
 Tel : 03 81 52 06 08 - Fax : 03 81 51 29 23

Tarifs

Les contrôles sont soumis à facturation. Les tarifs fixés par délibération du Conseil Communautaire en date du 1^{er} décembre 2016, sont les suivants :

Objet	Montant €
CONCEPTION	
Contrôle de conception <= 20 EH	200 €
Contrôle de conception > 20 EH	400 €
Reexamen d'un dossier de conception ayant eu un avis non favorable ou favorable avec réserves	100 €
RÉALISATION	
Contrôle de réalisation <= 20 EH	100 €
Contrôle de réalisation > 20 EH	200 €
Contrôle-visite pour la réalisation	110 €
Pénalités	
Absence non justifiée au rendez-vous fixé et annulation hors délai de prévenance prévu au règlement	150 €
Refus de contrôle, en application des articles L.1312-1, L.1312-2 et L.1312-6 du CSP	L'utilisateur paye au minimum le prix qu'il aurait payé s'il avait fait le contrôle et au maximum le double (majoration de 100%)

Je reconnais avoir pris connaissance des conditions et des tarifs applicables et je demande la réalisation d'un contrôle au Service Public d'Assainissement Non Collectif de la Communauté de Communes Sud Alsace Largue.

Fait à le
 Nom, prénom du propriétaire
 Ou de son représentant :
 Signature :

Informations complémentaires :

Toutes les informations utiles sont disponibles sur le portail officiel du ministère de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement à l'adresse internet suivante :
<http://www.assainissement-non-collectif.developpement-durable.gouv.fr/>

Communauté de communes Sud Alsace Largue
 7 rue de Bâle 68210 Dommartail - 03 83 07 24 24 - FAX 03 83 07 29 40
 info@sudalsace-largue.fr - www.sudalsace-largue.fr
 SIRET 200 066 033 00016 - APE 0411Z

Bureau d'études JDIBE
 63 Rue de Dole - Immeuble « Le Major »
 25000 BESANCON
 Tel : 03 81 52 06 08 - Fax : 03 81 51 29 23

RENSEIGNEMENTS SUR Caractéristiques du terrain

- ☐ Surface de la parcelle : m²
☐ Parcelle située en zone inondable Oui ☐ Non ☐
☐ Pente moyenne du terrain
☐ Autre, précisez :

Dispositif de prétraitement prévu :

- ☐ Fosse "toutes eaux" Volume : m³
☐ Ventilation : - ventilation primaire Oui ☐ Non ☐
☐ - ventilation secondaire Oui ☐ Non ☐
☐ Autre, précisez :

Dispositif de traitement :

- Ouvrages classiques**
- ☐ Tranchées d'épandage à faible profondeur
 Dimensions :
☐ Ut d'épandage à faible profondeur
 Dimensions :
☐ Filtre à sable vertical : de type : ☐ non drainé ☐ drainé
 Dimensions :
☐ Tertiaire d'infiltration de type : ☐ non drainé ☐ drainé
 Dimensions :
- Ouvrages à agrément :**
- ☐ Microstation de type : ☐ culture libre ☐ culture fixée
 Marque, nom commercial : Numéro d'agrément :
☐ Dispositif sur média filtrant
 Marque et nom commercial : Numéro d'agrément :
 Nombre d'équivalent habitant :
 Nombre d'équivalent habitant :

Rejet des effluents traités (à filière drainée) :

- ☐ Rejet en milieu hydraulique superficiel (fossé, ruisseau, réseau communal, rivière, autre) :
 Précisez :
☐ Autorisation du gestionnaire ou propriétaire du milieu récepteur Oui ☐ Non ☐
☐ Rejet dans le sous-sol (tranchées ou puits d'infiltration)
 Réalisation d'une étude de sol : Oui ☐ Non ☐

Adresse :

Ce formulaire dûment complété, signé et accompagné des documents ci-dessus doit être retourné au Service Public d'Assainissement Non Collectif dont les coordonnées figurent ci-dessous :

Service ASSAINISSEMENT
 18 Rue de Belfort 68 210 RETZVILLER
 spnec@sudalsace-largue.fr - Tel : 03 83 25 02 00

Communauté de communes Sud Alsace Largue
 7 rue de Bâle 68210 Dommartail - 03 83 07 24 24 - FAX 03 83 07 29 40
 info@sudalsace-largue.fr - www.sudalsace-largue.fr
 SIRET 200 066 033 00016 - APE 0411Z

Bureau d'études JDIBE
 63 Rue de Dole - Immeuble « Le Major »
 25000 BESANCON
 Tel : 03 81 52 06 08 - Fax : 03 81 51 29 23

PAGE A CONSERVER :

Liste des documents à joindre à la présente fiche de renseignement :

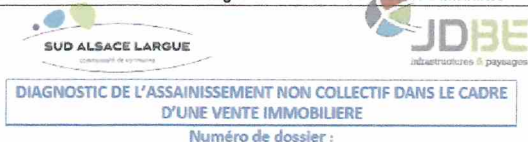
- Une étude des contraintes de la parcelle (superficie disponible, pente, etc.) pour justifier le choix et l'emplacement du dispositif d'assainissement retenu
- La description (coupe, profil) de la filière (collecte, prétraitement, traitement, rejet)
- Un plan de situation de la parcelle 1/25000^{ème}
- Un plan masse du projet de l'installation au 1/500^{ème} sur base cadastrale précisant :
 - La position de l'immeuble et le niveau de sortie des eaux traitées
 - La position du dispositif d'assainissement (prétraitement + traitement) à l'égout et le rejet vers l'extérieur
 - La position des immeubles voisins,
 - Les zones de stationnement et de circulation de véhicules
 - La présence d'arbre de haute tige
 - L'emplacement des points d'eau destinés à la consommation humaine
 - Les cours d'eau, fossés,
 - Le système d'évacuation des eaux de pluie qui doit être impérativement déconnecté de la filière d'assainissement
 - Les zones inondables éventuelles
 - Les zones présentant une nappe aquifère à moins d'un mètre de profondeur éventuelles
- Une note de calcul détaillé précisant le dimensionnement des ouvrages de prétraitement et de traitement. Se référer au Document technique simplifié (DTS) SCL pour les modalités de dimensionnement des différents filtres.
- Une note de calcul détaillé précisant le dimensionnement de l'ouvrage en cas d'infiltration (Etude de sol obligatoire)
- Un profil détaillé avec indication des pentes de localisation des différents éléments de l'ouvrage. Les informations fournies à cet égard doivent être suffisantes pour permettre à l'installateur de respecter la prescription
- Autorisation du gestionnaire du milieu récepteur (si les eaux traitées sont rejetées dans le milieu hydraulique superficiel) ou le cas échéant, ruisseau communal, ruisseau, ...
- Nom du fabricant, référence du produit, et numéro d'agrément en cas d'installation d'un dispositif d'assainissement présent dans la liste officielle publiée au Journal Officiel (cas des micro-stations, stations compactes, ...)

Adresse internet de la liste officielle du Journal Officiel
<http://www.assainissement-non-collectif.developpement-durable.gouv.fr/decisions/indicateurs/assainissement2010.html>

Communauté de communes Sud Alsace Largue
 7 rue de Bâle 68210 Dommartail - 03 83 07 24 24 - FAX 03 83 07 29 40
 info@sudalsace-largue.fr - www.sudalsace-largue.fr
 SIRET 200 066 033 00016 - APE 0411Z

Bureau d'études JDIBE
 63 Rue de Dole - Immeuble « Le Major »
 25000 BESANCON
 Tel : 03 81 52 06 08 - Fax : 03 81 51 29 23

Annexe 3 : Formulaire de contrôle diagnostic dans le cadre de vente immobilière



DIAGNOSTIC DE L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF DANS LE CADRE D'UNE VENTE IMMOBILIÈRE

Numéro de dossier :

Objet de la demande
☐ Premier diagnostic d'une installation existante
 Mon bien a fait l'objet d'un contrôle
☐ il y a moins de 3 ans ☐ il y a plus de 3 ans Date du précédent diagnostic :

Situation et particularités du bien immobilier

COMMUNE :
 Adresse :
 Complément d'adresse :

Références cadastrales : Section (s) : N° de parcelle(s) :
 Type du bien : ☐ Habitation individuelle Nombre de chambres :
☐ Restaurant Nombre de pièces principales :
☐ Local industriel Nombre m² de couverts :
☐ Autre :

Propriétaire(s)

Propriétaire de l'habitation
 Nom, prénom, raison sociale :
 Adresse :
 Code Postal : Ville :
 Téléphone : Portable :
 Courriel :
 Adresse à laquelle doit être envoyé le rapport (si différente de l'adresse du bien) :
 Nom, prénom, raison sociale :
 Adresse :
 Code Postal : Ville :
 Courriel :

Procédure à suivre

Le présent document dûment complété et signé est à transmettre à la communauté de communes au :
 Service Assainissement
 18 Rue de Belfort
 68210 RETZVILLER

Un technicien agréé prendra contact avec vous pour la planification d'une visite afin de vérifier la conformité de l'installation. Suite à cette visite, un rapport de contrôle sera réalisé et un certificat de conformité ou le cas échéant, la liste des modifications à apporter à l'installation réalisée pour assurer sa conformité aux normes en vigueur vous sera délivré. *Note : Les techniciens agréés du bureau d'études JDDBE de Besançon sont les seuls habilités à réaliser les contrôles.*

Délais : toute demande de rendez-vous doit être effectuée au minimum 15 jours à l'avance.

Communauté de communes Sud Alsace LARGUE
 7 rue de Bâle 68210 Darnernau 03 83 07 54 24 FAX 03 83 07 29 40
 info@sudalsace-largue.fr www.sudalsace-largue.fr
 SIRET 200 066 033 00016 APE 8411Z

Bureau d'études JDDBE
 83 Rue de Dole - Immeuble « Le Major »
 25000 BESANCON
 Tel : 03 81 52 06 88 - Fax : 03 81 51 29 23

Envoyé en préfecture le 18/02/2020

Reçu en préfecture le 18/02/2020

Affiché le



ID : 068-200066033-20200213-C202002_5-DE

Consignes pour le jour

Tous les éléments relatifs devront être rendus accessibles à l'agent de contrôle. Toutes les pièces d'eau et les points d'égouttement devront être visités et seront testés. Pour la réalisation de ces tests, il est demandé de ne pas fermer le compteur d'eau. Tous les documents attestant de la présence d'une installation individuelle devront être présentés le jour du contrôle (factures, photos, rapports, etc.).

Tarifs

Les contrôles diagnostics sont soumis à facturation. Les tarifs fixés par délibération du Conseil Communautaire en date du 1^{er} décembre 2016, sont les suivants :

Objet	Montant €
Diagnostic	
Contrôle diagnostic (1 ^{er} contrôle ou contrôle en cas de vente)	180 €
Contrôle de bon fonctionnement (installation déjà visitée hors vente)	110 €
Pénalités	
Absence non justifiée au rendez-vous fixé et annulation hors délai de prévenance prévu au règlement	150 €
Refus de contrôle, en application des articles L.1312-1, L.1312-2 et L.1331-9 du CSP	L'usager paye au minimum le prix qu'il aurait payé s'il avait fait le contrôle et au maximum le double (majoration de 100%)

Je reconnais avoir pris connaissance des conditions et des tarifs applicables et je demande la réalisation du contrôle diagnostic au Service Public d'Assainissement Non Collectif de la Communauté de Communes Sud Alsace LARGUE.

Fait à le
 Nom, prénom du propriétaire
 Ou de son représentant : Signature :

Informations complémentaires :

Toutes les informations utiles sont disponibles sur le portail officiel du ministère de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement à l'adresse Internet suivante :
<http://www.assainissement-non-collectif.developpement-durable.gouv.fr/>

Communauté de communes Sud Alsace LARGUE
 7 rue de Bâle 68210 Darnernau 03 83 07 54 24 FAX 03 83 07 29 40
 info@sudalsace-largue.fr www.sudalsace-largue.fr
 SIRET 200 066 033 00016 APE 8411Z

Bureau d'études JDDBE
 83 Rue de Dole - Immeuble « Le Major »
 25000 BESANCON
 Tel : 03 81 52 06 88 - Fax : 03 81 51 29 23

Annexe 4 : Références des textes législatifs et réglementaires

Textes réglementaires applicables aux dispositifs d'assainissement non collectif

- Loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques du 30 décembre 2006,
- Loi « Grenelle2 » du 12 juillet 2010,
- Arrêtés interministériels du 07 septembre 2009 modifié par l'arrêté du 7 mars 2012 relatif aux prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO₅, et du 27 avril 2012 relatif aux modalités de l'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif,
- Arrêté du 27 avril 2012 relatif aux modalités de l'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif,
- Arrêté du 7 septembre 2009 modifié par l'arrêté du 3 décembre 2010 définissant les modalités d'agrément des personnes réalisant les vidanges et prenant en charge le transport et l'élimination des matières extraites des installations d'assainissement non collectif,
- Arrêté du 21 juillet 2015 modifié par l'arrêté du 24 août 2017 relatif aux techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique supérieure à 1,2 kg/j de DBO₅,
- Décret du 28 février 2012 relatif aux corrections à apporter à la réforme des autorisations d'urbanisme.

Code de la Santé Publique

- Article L.1311-2 : fondement légal des arrêtés préfectoraux ou municipaux pouvant être pris en matière de protection de la santé publique,
- Article L.1312-1 : constatation des infractions pénales aux dispositions des arrêtés pris en application de l'article L.1311-2,
- Article L.1312-2 : délit d'obstacle au constat des infractions pénales par les agents du ministère de la santé ou des collectivités territoriales,
- Article L.1331-1 : obligation pour les immeubles d'être équipés d'un ANC quand non raccordés à un réseau de collecte public des eaux usées,
- Article L.1331-1-1 : immeubles tenus d'être équipés d'une installation d'assainissement non collectif,
- Article L.1331-5 : mise hors services des fosses des raccordement au réseau public de collecte,
- Article L.1331-8 : pénalité financière applicable aux propriétaires d'immeubles non équipés d'une installation autonome, alors que l'immeuble n'est pas raccordé au réseau public, ou dont l'installation n'est pas régulièrement entretenue ou en bon état de fonctionnement ou encore pour refus d'accès des agents du SPANC aux propriétés privées,
- Article L.1331-11 : accès des agents du SPANC aux propriétés privées,
- Article L.1331-11-1 : ventes des immeubles à usage d'habitation et contrôle de l'ANC.

Code Général des Collectivités Territoriales

- Article L.2224-8 : mission de contrôle obligatoire en matière d'assainissement non collectif,
- Article L.2212-2 : pouvoir de police générale du maire pour prévenir ou faire cesser une pollution de l'eau ou une atteinte à la salubrité publique,
- Article L.2212-4 : pouvoir de police générale du maire en cas d'urgence,
- Article L.2215-1 : pouvoir de police générale du Préfet,
- Article L.2224-12 : règlement de service,
- Article R.2224-19 concernant les redevances d'assainissement.

Code de la Construction et de l'Habitation

- Article L.152-1 : constats d'infraction pénale aux dispositions réglementaires applicables aux installations d'assainissement non collectif des bâtiments d'habitation,
- Article L.152-2 à L.152-10 : sanctions pénales et mesures complémentaires applicables en cas d'absence d'installation d'assainissement autonome d'un bâtiment d'habitation, lorsque celui-ci n'est pas raccordé au réseau public de collecte des eaux usées, ou de travaux concernant cette installation, réalisés en violation des prescriptions techniques prévues par la réglementation en vigueur,
- Article L.271-4 : dossier de diagnostic technique au moment des ventes d'immeubles

Code de l'Urbanisme

- Articles L.160-4 et L.480-1 : constats d'infraction pénale aux dispositions pris en application du Code de l'urbanisme, qui concerne les installations d'assainissement non collectif,
- Articles L.160-1, L.480-1 à L.480-9 : sanctions pénales et mesures complémentaires applicables en cas d'absence d'installation d'assainissement non collectif en violation des règles d'urbanisme ou de travaux réalisés en méconnaissance des règles de ce code.

Code de l'Environnement

- Article L.432-2 : sanctions pénales applicables en cas de pollution de l'eau portant atteinte à la faune piscicole,
- Article L.437-1 : constats d'infraction pénale aux dispositions de l'article L.432-2,
- Article L.216-6 : sanctions pénales applicables en cas de pollution de l'eau n'entraînant pas de dommages prévus par les deux articles précédents.

Textes non codifiés

- Arrêté ministériel du 10 juillet 1996 relatif aux factures de distribution de l'eau et de collecte et de traitement des eaux usées.
- Arrêté du 19 juillet 1960 modifié le 14 mars 1986 relatif au raccordement des immeubles au réseau de collecte public des eaux usées.